



par Michel FORGET (46)

OPÉRATION "FORCE ALLIÉE" : GRANDE PREMIÈRE... ET GRANDE DERNIÈRE (?)

À la demande de l'AEA, le général Forget – promo 46 – nous fait part de ses réflexions sur les opérations aériennes qui se sont déroulées dans les Balkans. Après avoir été commandant de la Fatac, le général Forget a été Président des Anciens Élèves de l'École de l'air dans les années 80. Il a publié un livre « Puissance aérienne et stratégies » dont une deuxième édition, remaniée, vient de paraître.

(Les titres et sous-titres ont été ajoutés par la rédaction.)

Dans le précédent numéro du « Piège », le général de Chassey a déjà publié un excellent article sur l'opération « Force Alliée », article dont les conclusions dans leur ensemble ne sont pas contestables. L'auteur s'est exprimé alors que cette opération était encore en cours. Depuis, on sait comment les choses, au plan aérien tout au moins, se sont terminées. Manifestement, l'action aérienne a atteint à elle seule l'objectif que les politiques s'étaient fixés, dans la mesure où Milosevic a accepté le retrait de ses forces du Kosovo, le déploiement dans cette province des unités terrestres alliées et le retour des réfugiés « albanais ». Pour les forces aériennes, il s'agit là d'une grande première. Cependant, au vu de la situation constatée à l'issue de l'opération, on est en droit de se demander si cette grande première n'est pas appelée à être la dernière du genre. Rien ne s'est en effet déroulé comme prévu et un sérieux bémol s'impose aux communiqués triomphants.

*
* * *

CONSIDÉRATIONS POLITICO-STRATÉGIQUES

Avant les frappes

Tout a commencé par une évidente erreur d'appréciation à la fois sur la ténacité de l'adversaire (Milosevic), sur la force du sentiment national serbe

et sur la réalité de la solidarité entre Slaves, concrétisée par les réactions des Russes. On s'est assis sur l'Histoire et l'Histoire n'a pas manqué de se rappeler à notre bon souvenir. Il était entendu que les choses iraient très vite. Milosevic était censé capituler dès les premières frappes aériennes. Certains experts en sciences dites politiques laissaient même entendre que le leader serbe n'attendait que le déclenchement de ces frappes pour sortir du borbier du Kosovo et justifier ainsi le retrait de ses forces ! Tout devait n'être qu'une question de jours. L'expression ne laissait guère entrevoir qu'il faudrait 79 journées de frappes, c'est-à-dire onze semaines pour que l'adversaire se décide à quitter le Kosovo. Une telle sous-estimation à la fois de l'adversaire et des délais nécessaires pour que des frappes aériennes produisent tous leurs effets se retrouve d'ailleurs tout au long de l'Histoire, depuis Douhet jusqu'aux bombardements alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Pendant

Dans l'affaire du Kosovo, la sous-estimation a été si forte que les dirigeants alliés n'ont pas hésité à proclamer haut et fort, dès le début des opérations, qu'ils n'auraient recours qu'aux seules frappes aériennes pour emporter la décision. Ils tournaient ainsi le dos à l'un des principes essentiels de toute stratégie, à savoir ne jamais dire à l'adversaire ce que l'on ne fera pas. C'était par là même rassurer Milo-

sevic et inciter celui-ci à manœuvrer, avec sa police et ses forces terrestres, sur le terrain, là où ses unités n'auraient rien – non pas au-dessus d'elles – mais en face d'elles, ce qui était déjà beaucoup. Et le leader serbe ne s'est pas privé de le faire. Il a effectivement manœuvré de la façon tragique que l'on sait, en chassant du Kosovo les Albanais dans des conditions lamentables. Et les alliés de se retrouver avec des centaines de milliers de réfugiés sur les bras, en Albanie, en Macédoine, en Italie et ailleurs, situation elle aussi totalement imprévue et qui allait peser très lourd sur la suite des événements, ceux que nous vivons aujourd'hui.

Et après ?

À la fin des frappes aériennes en effet, une fois les conditions des alliés acceptées par Milosevic, la situation sur le terrain apparaît aussi grave, sinon pire qu'elle n'était avant. L'opposition entre les ethnies serbes et albanaises n'a jamais été aussi dramatiquement marquée, ce qui d'ailleurs se comprend parfaitement. À l'exode des Albanais succède, dans les mêmes proportions, celui des Serbes. Et les maisons de brûler, celles des Serbes après celles des Albanais. Et les règlements de compte de se multiplier, sous forme de meurtres et de lynchages. Et les ardents défenseurs des droits de l'homme, fortement appuyés par les médias, de faire preuve, dans ce nouveau cas de figure, d'une discrétion à laquelle ils ne nous avaient pas habitués jusqu'ici. La compassion à sens unique. Quant aux rebelles de l'UCK, considérés par les Américains eux-mêmes, il n'y a pas si longtemps, comme des voyous – les uns ultra-nationalistes, les autres marxistes élèves du sinistre dictateur Hodja – les voici se posant en interlocuteurs décidés à soumettre la province à leur loi. Un délai de trois mois leur a été généreusement accordé pour qu'ils rendent leurs armes, ce qu'ils font avec l'ardeur que l'on sait, c'est-à-dire au compte-gouttes. Dans ces conditions, la partition entre la Serbie et le Kosovo à laquelle tous les pays alliés s'étaient pourtant fort justement déclarés opposés, cette partition-là apparaît de plus en plus difficile à éviter.

En un mot, il n'y a pas de quoi pavoiser.

*
* *

CONSIDÉRATIONS MILITARO-STRATÉGIQUES

Il n'y a pas de quoi pavoiser... pour les politiques. Les forces aériennes, par elles mêmes, ne sauraient

être critiquées quant à la façon dont elles ont opéré. Elles ont même accompli leur tâche d'une façon remarquable et impressionnante. Les systèmes d'armes qu'elles ont engagés ont fait, une fois de plus, la preuve de leur redoutable efficacité, notamment les systèmes d'armes offensifs, par leur précision et leurs capacités tous temps de plus en plus affirmées. Pour les équipages, des missions longues, difficiles car complexes, éprouvantes aussi car risquées. S'ils ont pu être débarrassés assez rapidement des chasseurs adverses, une fois de plus depuis la guerre du Golfe, les équipages, dont les nôtres, ont eu à s'engager au-dessus d'un territoire couvert par une défense sol-air « à la soviétique », c'est-à-dire mobile et coriace. Même à 20 000 pieds, il a fallu tenir le plus grand compte des batteries de SA3 et SA6, lesquelles ont été actives jusqu'au dernier jour et jusqu'à la dernière nuit de l'offensive. S'ils n'ont pas subi de perte, nos équipages le doivent au professionnalisme dont ils ont fait preuve, à la qualité de leur matériel et de leurs équipements et aussi, ici et là... à la chance ! Bref, la campagne ne fut pas une partie de plaisir. Les forces aériennes, et d'abord les nôtres, n'en ont pas moins montré encore une fois la place de plus en plus large qui est la leur dans toute stratégie.

Encore faut-il que cette stratégie soit bien adaptée au but final défini au niveau politique. De ce point de vue, s'agissant du Kosovo, nous sommes bien loin du compte. C'est le moment de balayer d'emblée les arguments de ceux qui ne manqueront, et ne manquent pas déjà, d'en conclure à l'inefficacité des frappes aériennes en général et qui se gaussent en prime des quelques bavures relevées au cours des opérations – bavures pourtant très faibles en nombre eu égard aux quelque quinze mille bombes et missiles largués. Le propos n'est pas polémique. Il est avancé en tenant compte de ce qui s'entend, se dit ou se lit, ici et là, en dehors de nos propres cercles où, légitimement fiers et conscients des capacités de notre aviation, nous avons toujours tendance à croire que nos sentiments sont partagés par tous ceux qui nous entourent. Le fait d'être à l'extérieur de l'Armée de l'air rend à ce sujet particulièrement vigilant.

En un mot, il ne faut pas confondre d'un côté l'efficacité remarquable, redoutable, incontestable des nouveaux systèmes d'armes aériens, grâce notamment aux bombes et missiles à guidage terminal, et de l'autre les conditions politiques et stratégiques de leur engagement, conditions qui, elles, peuvent être discutées, voire critiquées.



CONSIDÉRATIONS DE STRATÉGIE AÉRIENNE

De lourdes contraintes

Difficile et risquée s'est avérée en tout cas la stratégie retenue dans l'opération « Force Alliée ». Cette stratégie était basée certes sur les seules frappes aériennes, mais des frappes soumises à des restrictions considérables : absence de pertes côté des forces engagées, conformément au concept de la « Guerre zéro mort » cher à nos alliés américains ; absence de pertes aussi, dans toute la mesure du possible, pour les populations civiles, en Serbie comme au Kosovo. C'était vouloir résoudre la quadrature du cercle. Faire la guerre sans la faire tout en la faisant est un exercice en effet difficile.

Nécessité du temps

La stratégie des frappes aériennes, en elle-même, est sans doute séduisante, dans la mesure où l'on peut espérer éviter un engagement terrestre le plus souvent meurtrier et exigeant des effectifs nombreux. Une telle stratégie ne saurait cependant être érigée en système dès lors que l'on a affaire à un adversaire résolu et dont les intérêts essentiels sont en cause, ce qui était le cas de Milosevic. Sauf à frapper massivement et sans restrictions, ce qui était exclu dans les Balkans, il faut alors envisager *a priori* des opérations aériennes qui s'étalent dans le temps, compte tenu des possibilités de réactions dont l'adversaire est susceptible de profiter : réactions internes comme celles dont le leader serbe nous a donné un triste exemple au Kosovo ; réactions au plan militaire aussi et/ou réactions diplomatiques en s'efforçant d'obtenir l'engagement d'autres puissances, comme l'a fait Belgrade vis-à-vis de Moscou, sans conséquence notable, heureusement, au plan militaire. Bref, il faut s'attendre à des complications sérieuses.

Complémentarité des modes d'action

Le propos ne condamne évidemment pas les actions aériennes dites « indépendantes » ou « autonomes », souvent décriées ou mal comprises, surtout s'il s'agit d'actions offensives à caractère stratégique. Les forces aériennes ont un rôle spécifique et la puissance aérienne offensive s'avère décisive, même lorsque ces forces sont engagées seules, lorsqu'elles le sont en prélude ou en accompagnement d'autres opérations militaires ou lorsqu'il s'agit de précipiter un processus politico-militaire déjà largement engagé. L'Histoire nous en donne maints exemples, depuis les offensives conduites au cœur du Reich par l'aviation alliée en accompagnement des autres opé-

rations menées sur les différents théâtres jusqu'à l'offensive aérienne conduite contre les Serbes de Bosnie à l'automne 95 après les graves revers subis par ces derniers en Krajina et le déploiement d'une force de réaction rapide franco-britannique, en passant par l'offensive de l'USAF contre le Nord-Viet Nam en mai et décembre 1972 (plus de mille sorties de B52) pour contraindre le Viet-Minh à conclure un accord de paix (celui de janvier 73) après les échecs subis par ce dernier contre le Sud-Viet Nam.

Tout cela nous rappelle, si besoin était, que la complémentarité des armées dans la menace d'action et dans l'action elle-même reste la notion fondamentale à retenir, ce qui ne doit pas non plus nous empêcher de rappeler haut et fort que les opérations peuvent être à dominante aéroterrestre, à dominante aéronavale... ou à dominante aérienne. Et si la dominante aérienne peut aller jusqu'à l'action aérienne seule, cela ne peut relever que de cas exceptionnels, lors de crises limitées face à un adversaire disposant de moyens modestes comme ce fut le cas pour certaines de nos interventions en Afrique.

Dommages collatéraux et effets indirects

D'autre part, sans mettre en doute un seul instant la sincérité des intentions des alliés sur ce point, l'expérience du Kosovo montre qu'il n'est pas possible d'engager une action aérienne d'envergure contre l'appareil politique d'un pays sans préjudices graves, au moins indirects, pour la population. Lors des opérations conduites contre Milosevic, les Albanais du Kosovo eux-mêmes n'ont pas été épargnés, par les forces serbes sans doute mais aussi, dans une certaine mesure, par les effets des bombardements. Quant à la population de Serbie, malgré toutes les précautions prises, elle a subi – et subit encore – durement les contrecoups des frappes, dès lors que les actions les plus nombreuses ont été menées contre l'infrastructure économique du pays : ponts coupés, centrales électriques, raffineries, dépôts de carburant détruits, usines, y compris des usines de fabrication automobile dévastées. Si le nombre des victimes civiles est resté relativement faible, la situation économique, donc les conditions de vie déjà très difficiles, n'en a pas moins été singulièrement aggravée. Il nous restera, là aussi, à payer un jour la facture. À noter que, pour autant, l'attitude des Serbes vis-à-vis des Albanais du Kosovo ne paraît pas particulièrement modifiée. L'opposition qui se manifeste aujourd'hui contre Milosevic paraît reposer bien davantage sur l'humiliation que ce dernier a fait subir

à son peuple, les Serbes, que sur les atrocités commises au Kosovo par sa police et son armée !

Et les forces terrestres serbes ?

Quant aux forces terrestres serbes, celles notamment déployées au Kosovo qui constituaient un objectif essentiel, elles ont subi des pertes, mais paradoxalement des pertes relativement limitées. Deux raisons à cela : d'une part la nature du terrain leur permettait de se disperser et surtout de se camoufler remarquablement ; d'autre part, les formations aériennes étaient contraintes de rester à haute altitude afin d'éviter des pertes, ce qui rendait particulièrement difficile la recherche d'objectifs comme des chars, des véhicules blindés ou des pièces d'artillerie. L'évacuation contrôlée des forces serbes du Kosovo n'a pas en tout cas donné lieu de la part de l'OTAN au bilan précis que l'on attendait. Un tel bilan aurait permis de savoir si les 30 % du potentiel militaire serbe annoncé comme détruit correspon- dait à une quelconque réalité...

DE NOUVELLES CROISADES ?

Vous avez dit croisades ?

D'une façon plus générale, tout se passe aujourd'hui comme si nos armées devaient être mises au service d'une politique dont l'objectif prioritaire n'est plus, au plan militaire et en l'absence, provisoire, de toute menace, la défense du territoire national ou celle de pays alliés, mais la défense de la démocratie et des droits de l'homme, là où ils sont mis en cause. L'objectif en lui-même est généreux et ne saurait être discuté ici. Ce qui est discutable en revanche est le mode d'action, à savoir l'emploi de la force. Nous voici en effet devant la perspective d'un retour inquiétant, celui du temps des croisades.

Les croisades ! Entreprises dangereuses : qui dit croisades dit en effet guerres et même guerres qui peuvent être fort graves de par les réactions en chaîne qu'elles peuvent entraîner. Qui aurait pensé qu'une affaire aussi ponctuelle que celle du Kosovo allait provoquer un jour un clash très sérieux entre les États-Unis et la lointaine Chine ? Cet épisode, tout comme les réactions vives d'une Russie pourtant très affaiblie portent à réfléchir. Entreprises dangereuses mais aussi entreprises difficiles à conduire. La solidarité entre partenaires se trouve en effet moins assurée car fondée non pas sur la contrainte d'une menace évidente pour tous mais sur une ambition, celle d'imposer à d'autres une certaine conception du monde.

Collégialité des décisions

Dans de tels cas, la façon d'opérer est susceptible d'être conçue de façon fort différente entre les partenaires, d'où discussions, hésitations et perte d'efficacité. Cela a été déjà sensible lors de la guerre du Kosovo. Si l'OTAN en effet a confirmé sa qualité de redoutable machine de guerre – et notamment de guerre aérienne –, en l'absence de toute menace visant les pays de l'Alliance, la collégialité de la décision en matière d'objectifs à retenir parmi ceux qui étaient présentés a conduit à des discussions entre alliés, voire à des vetos. La conduite de la stratégie n'en a pas été facilitée. Elle en a même été affaiblie, surtout si l'on évoque certains épisodes comme le déploiement des hélicoptères *Apache* qui n'en finissaient pas d'arriver ou les bruits de couloir évoquant une éventuelle action terrestre, le tout traduisant virevoltes, luttes d'influence et désaccords entre décideurs.

Dans l'ambiance de croisade évoquée, les politiques n'en trouvent pas moins dans les armées professionnalisées d'aujourd'hui un bon moyen d'intimidation et de pression destiné à infléchir, voire à transformer la politique d'un État dont les canons ne seraient pas conformes à ceux de nos démocraties. Les forces aériennes surtout, par leur souplesse d'emploi, leur large domaine d'action, leur haut degré de réactivité, la précision et la sélectivité de leurs interventions, constituent l'un des moyens préférentiels, facile à manier... apparemment.

Écouter les militaires

La tentation est alors forte d'engager ces forces au gré des seules considérations politiques, sans tenir suffisamment compte du point de vue militaire. Pourtant, par la connaissance qu'ils ont des capacités de leurs armes – de leurs avantages comme de leurs limites – par leur perception aiguë des règles et contraintes de la stratégie, les militaires ont nécessairement une vue des choses très concrètes. Leur point de vue est en conséquence précieux pour le responsable politique, à condition encore qu'il soit bien écouté. Sans mettre en cause, bien évidemment, le primat du politique sur le militaire, on en est à se demander, après les récents événements que nous venons de vivre, si au niveau politico-militaire, là où se prennent les grandes décisions, un rééquilibrage ne s'imposerait pas aujourd'hui entre les autorités concernées. Simple impression qui ne demande qu'à être effacée, mais impression suffisamment partagée pour ne pas la taire.



LA « GUERRE » DU KOSOVO EST-ELLE RENOUVELABLE?

Il ne s'agit pas, par l'ensemble de ces propos, de critiquer gratuitement une stratégie donnée, celle appliquée contre Milosevic, pas plus que ceux qui ont eu à la définir dans un contexte particulièrement difficile et même dramatique. Il s'agit de montrer, dans l'ambiance actuelle qui tend à se développer, que la généralisation d'une telle stratégie n'est certainement pas la meilleure solution. Ceci n'enlève strictement rien au rôle déterminant que les forces aériennes auront à jouer, en toutes hypothèses. D'ailleurs il y a fort à parier que l'OTAN elle-même, désorientée par la durée des opérations dans les Balkans et placée dans une situation inconfortable où elle était condamnée à réussir au risque, sinon, de perdre sa crédibilité au moment où elle célébrait son cinquantième anniversaire, n'est pas prête à renouveler une telle aventure. En cela, pour elle aussi, la grande première qu'a été l'opération « Force Alliée » pourrait bien être la dernière du genre. Les opinions là-dessus sont sans aucun doute très partagées. Raison de plus pour aborder le sujet.

L'Europe de la défense

Pour terminer ce tour d'horizon, il convient de reconnaître que, pour une fois, les pays de l'Union Européenne – tout au moins les principaux pays, dont la France – ont fait preuve d'unité de vue et aussi de fermeté politique, quelles que soient les opinions que l'on peut avoir sur l'opportunité et la nature des décisions prises. Malheureusement, ne disposant pas eux-mêmes des moyens militaires suffisants, les Européens ont dû faire appel une fois de plus au grand allié, par OTAN interposée, pour faire appliquer leurs résolutions. Nul ne songerait alors à reprocher aux Américains d'avoir pesé, et même d'avoir pesé lourdement, sur le cours des choses tant aux plans politique et diplomatique que militaire, leurs buts de guerre tout comme leurs méthodes n'étant pas totalement identiques aux nôtres.

La leçon a été bien perçue semble-t-il. Elle a été dure. Et les discours sur la nécessité d'une Europe de

la Défense de reprendre de la vigueur. Et le besoin, pour l'Union Européenne, de se doter d'une capacité d'action AUTONOME, c'est-à-dire de pouvoir prendre des décisions et de conduire les actions militaires qui s'imposent sans dépendre nécessairement du bon vouloir des Américains, d'être exprimé avec force. Qui ne s'en féliciterait pas ? Il n'est que temps en effet de réagir. Les Américains eux-mêmes risquent fort de se lasser d'avoir à intervenir militairement – et politiquement – tous les quatre matins en Europe pour régler nos zizanies continentales. Cela est d'autant plus vrai qu'au XXI^e siècle notre allié a toute chance d'avoir fort à faire côté du Pacifique et du continent asiatique. C'est le moment de rappeler la réticence déjà manifestée par le Congrès pour approuver l'intervention US dans les Balkans. Le vote sur cette intervention n'a été acquis qu'à une courte majorité – une quinzaine de voix ! Nécessité fait loi.

Des budgets militaires améliorés

Encore convient-il que les pays de l'Union Européenne, notamment la France, se mettent d'accord entre eux sur des objectifs identiques en matière de politique extérieure, ce qui est loin d'être évident. Encore faut-il surtout qu'ils soient déterminés à payer la facture, c'est-à-dire qu'ils soient déterminés à consentir les sacrifices financiers indispensables pour stopper la décade des budgets de défense afin de se doter des moyens qui leur font aujourd'hui défaut. S'agissant des forces aériennes dont l'importance vient encore d'être mise en évidence et s'agissant plus particulièrement de nos propres forces aériennes, les axes d'effort sont parfaitement connus : efforts dans le domaine spatial, le recueil et le traitement de l'information, la guerre électronique offensive, les moyens aériens lourds de projection de forces, la logistique et notamment les stocks de munitions. La liste n'est pas exhaustive.

Là en tout cas est l'impératif majeur. Tout le reste n'est que littérature. □

(Article rédigé en Juillet 1999.)